

Laper, Ricahrd and Painter, James. *Honduras : State for Sale*.  
London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 136 p.

Claude Morin

Volume 20, numéro 3, 1989

Les études stratégiques : où en sommes-nous?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702569ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702569ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Morin, C. (1989). Compte rendu de [Laper, Ricahrd and Painter, James. *Honduras : State for Sale*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 136 p.] *Études internationales*, 20(3), 755–756. <https://doi.org/10.7202/702569ar>

LAPPER, Richard and PAINTER, James. *Honduras: State for Sale*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1985, 136p.

Le sous-titre ne pourrait être plus éloquent. Il résume sous une forme lapidaire le drame séculaire d'un pays qui a incarné jusqu'à la caricature les traits les plus vifs de ce qu'on a appelé par dérision la « République de bananes ». Si la banane y demeure encore la première denrée d'exportation, elle n'est plus le pivot autour duquel s'organisent les rapports de pouvoir. La révolution sandiniste, la guerre civile au Salvador, les conflits au Guatemala ont fait du Honduras un pion géopolitique. Sous l'Administration Reagan, le Honduras est devenu la « République du Pentagone », une plate-forme d'où l'on peut intervenir dans trois pays limitrophes. Les élites honduriennes se seront limitées encore une fois à monnayer, à leur profit, une rente de situation, au risque de passer à l'histoire comme les plus mercenaires, les plus serviles dans un continent où pourtant le nationalisme des dirigeants a souvent sonné faux.

Reconnaissons d'entrée de jeu qu'il s'agit d'une oeuvre de vulgarisation. De nombreux encarts mettent en vedette des documents (telle la lettre de Rolston), des témoignages, des récits (sur la chute du général Alvarez). Des capsules résument une question, alignent quelques chiffres. Un signalement statistique, une chronologie, un tableau des partis, des syndicats et des organisations civiles, placés en tête de l'ouvrage, condensent une information essentielle sur le Honduras contemporain. Que l'ouvrage se veuille à l'évidence un outil de formation n'en diminue pas pour autant l'intérêt pour le public universitaire. Le spécialiste pourra peut-être le traverser au galop, convaincu d'avance de ne rien trouver d'original; il pourra au passage regimber devant des interprétations

trop courtes; il déplorera surtout l'absence de références. Il sera à mal de lui opposer une version diamétralement contraire ou même très différente. C'est dire que l'ouvrage nous paraît tout à fait crédible, même si le tableau qui s'en dégage est navrant à plusieurs égards.

Les auteurs font ressortir avec bonheur la singularité hondurienne. L'approche et le plan historiques les y entraînent comme de juste. Mais la comparaison avec les pays voisins, maintes fois réitérée, l'éclaire encore mieux. La « révolution libérale », inspirée de l'exemple guatémaltèque, ne liquida pas les communaux sans doute parce que le café n'y devint jamais l'agent d'un réaménagement foncier. Les structures agraires demeurèrent jusqu'à récemment plutôt fluides sur une grande étendue du pays. La classe propriétaire mit du temps à accoucher d'une conscience de ses intérêts faute d'être défiée par une paysannerie revendicatrice. Les forces armées bénéficieront d'une plus grande autonomie face à l'élite que les armées des pays voisins empêtrées dans la défense d'intérêts non institutionnels. Leur entrée dans la vie politique sera aussi plus tardive (en 1956) et ouverte à des alliances incluant des organisations populaires. Le Honduras n'a pas connu la violence sociale de ses voisins; la polarisation n'a pas atteint des niveaux extrêmes; le réformisme reste une option possible.

On peut également appréhender l'histoire hondurienne sous l'angle de la dynamique interne-externe. La vulnérabilité du Honduras pourrait s'expliquer par l'absence d'une bourgeoisie dynamique. Les compagnies bananières allaient faire la loi et placer les politiciens sous leur coupe au moyen de contributions. Leur rivalité attisa les divisions internes. L'achat de Cuyamel par la United Fruit en 1929 ouvrit la voie à la longue présidence de T. Carias. En 1962, le président Villeda dut négocier avec la United Fruit les termes de sa loi de

réforme agraire. L'ambassadeur Burrows n'avait-il pas recommandé au président de soumettre d'abord son projet au Secrétariat d'État pour approbation? L'influence des États-Unis allait s'accroître après 1954, d'abord auprès des forces armées, bénéficiaires d'un traité qui, s'il était prévu à l'origine pour déstabiliser le gouvernement Arbenz du Guatemala, devait assurer leur professionnalisation. Elle devait s'étendre aussi en direction des paysans et des ouvriers par le développement, au lendemain de la grève bananière en 1954, d'un syndicalisme d'obéissance américaine, vite majoritaire. En 1979, au moment où une insurrection chasse Somoza du Nicaragua, Washington n'aurait pu rêver, dans sa quête d'un satellite fiable, d'un meilleur substitut, à condition que le Honduras se dotât d'un gouvernement civil et puisse être sacré « démocratie ». Ce qui fut fait dès 1981.

Mais le léopard ne peut perdre ses taches. Les partis demeurent des machines à patronage. Politiciens et militaires capitalisent sur la nouvelle vocation du Honduras pour encaisser la manne de l'assistance américaine. Comme leurs devanciers, ils mettent le pays au clou pour assouvir leur ambition et leur cupidité. Le dernier chapitre jette une lumière crue sur cette démocratie fantôme derrière laquelle se profile le « USS Honduras ». La mainmise de Washington sur le gouvernement hondurien mine la légitimité d'une domination qui, si elle fut moins brutale que dans les pays voisins, n'en est pas moins myope et certainement plus antinationale. L'opposition n'est sans doute pas en mesure d'animer un programme de rechange (p. 118). Que deviendra le Honduras quand il ne pourra plus « bénéficier » des cadeaux intéressés et empoisonnés de l'Oncle Sam? Le mépris et l'arrogance fabriquent le terreau sur lequel germent des révolutions nationalistes. Bien sûr, le Honduras n'est ni le Nicaragua ni l'Iran. Aucun doute cepen-

dant que la crise s'est approfondie, que les tensions se sont exacerbées, que la répression s'est accentuée. Le Honduras a toujours vécu avec décalage et sur un mode atténué les processus qui secouaient l'Amérique centrale. C'est ainsi qu'il exprime sa singularité. Un autre rattrapage est sans doute en cours. Quand sonnera l'heure d'une restructuration trop longtemps ajournée, la lecture de ce petit livre sans prétention éclairera les événements à propos d'un pays qui ne sera plus « à vendre ».

Claude MORIN

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

ROUQUIÉ, Alain. *L'Amérique latine: Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1987, 447p.

C'est avec beaucoup de subtilité, de nuances et de doigté qu'Alain Rouquié, spécialiste de l'Amérique latine, ambassadeur de France au Salvador depuis 1984, à la fois collaborateur à différentes publications nationales et internationales, s'est rigoureusement penché, non sans une certaine sérénité, sur cette problématique, profondément enracinée certes, mais aussi complexe que controversée, de cette « Amérique malheureuse », souvent perçue et définie de façon insolite, véritable laboratoire socio-ethno-culturel, qu'il tente de déchiffrer. Cette démarche analytique et pratique s'est inspirée de l'école « latino-américaniste » d'outre-mer, en ajoutant un sous-titre pertinent « l'Extrême-Occident », témoignage du provisoire et de la précarité d'un sous-continent qui tente de s'affranchir, malgré ses dissonances, et de s'affirmer sur différents plans.

Sous la forme d'une approche globale des zones naturelles géographiques, des aires et des secteurs humanisés d'occupation